

Direction des Fonctions Techniques & Travaux

Cellule achat

Tél. : 05 24 50 73 53 - 05 57 55 26 29

Libourne, le 24 janvier 2024

L.LOBA

e-mail : lucie.loba@ch-libourne.fr

F. DUPUY

e-mail : francois.dupuy@ch-libourne.fr

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

*MAINTENANCE PREVENTIVE ET CORRECTIVE
DES SYSTEMES DE SECURITE INCENDIE,
DU CH DE LIBOURNE ET DE SAINTE FOY LA GRANDE*

Fondation Sabatié
112, rue de la Marne - BP 199
33505 Libourne Cedex
☎ standard : 05.57.55.34.34

Hôpital Robert Boulin
112, rue de la Marne - BP 199
33505 Libourne Cedex
☎ standard : 05.57.55.34.34

Hôpital Garderosse
70, rue des réaux - BP 199
33505 Libourne Cedex
☎ standard : 05.57.55.34.34

SOMMAIRE

TITRE 1. DISPOSITIONS GENERALES	3
1.1. PREAMBULE.....	3
1.2. PRESENTATION GENERALE DU CH DE LIBOURNE.....	3
1.2.1 Présentation des sites et bâtiments	3
1.3 OBJET DU MARCHE	6
1.4 PERIMETRE D'INTERVENTION.....	6
1.5 DEFINITION DU PERIMETRE FONCTIONNEL	6
TITRE 2. PRESTATIONS DE MAINTENANCE.	8
2.1 NIVEAU DE MAINTENANCE CORRECTIVE.....	8
2.2 REGLEMENTATION EN VIGUEUR.....	9
2.3 SUJETION EN MILIEU HOSPITALIER	9
2.4 OBLIGATIONS DU TITULAIRE	10
2.4.1 Personnel d'intervention	10
2.4.2 Conditions d'intervention	10
2.4.3 Mise à disposition des locaux.....	11
2.4.4 Remise en place des équipements après intervention.....	11
2.4.5 Nettoyage des équipements et des locaux	11
2.4.6 Evacuation des déchets	11
2.4.7 Utilisation des équipements du Client.....	12
2.4.8 Maintien des installations.....	12
2.5 DOCUMENTS ET OUTIL DE SUIVI.....	13
2.5.1 Renseignement sur les outils du CH de Libourne et CH de Sainte Foy la Grande	13
2.5.2 Gammes de maintenance préventive.....	14
2.5.3 Gestion des demandes d'intervention en maintenance préventive et corrective.	14
2.5.4 Réunions de suivi de contrat.....	14
2.5.5 Registre de sécurité	15
2.6 PIECES DETACHEES ET CONSOMMABLES	16
2.6.1 Consommables	16
2.6.2 Pièces détachées.....	16
2.7 CONSIGNATION	16
TITRE 3. EXECUTION DES PRESTATIONS DE MAINTENANCE.	17
3.1 MODALITES D'EXECUTION.....	17
3.1.1 Modalités d'exécution de la maintenance préventive.....	17
3.1.2. Modalités d'exécution de la maintenance corrective (dépannage)	18
3.1.3. Modalités d'exécution de l'assistance Technique.....	20
3.2 SPECIFICITE DE LA MAINTENANCE PREVENTIVE.....	21
3.2.1. Dispositions particulières.....	21
3.2.2. Reconditionnement des Détecteurs.....	22
ANNEXE 1.	22
GAMME DE MAINTENANCE PREVENTIVE N° 1	22
ANNEXE 2.	29
GAMME MAINTENANCE N°2 SPECIFIQUE	29

TITRE 1. DISPOSITIONS GENERALES

1.1. PREAMBULE

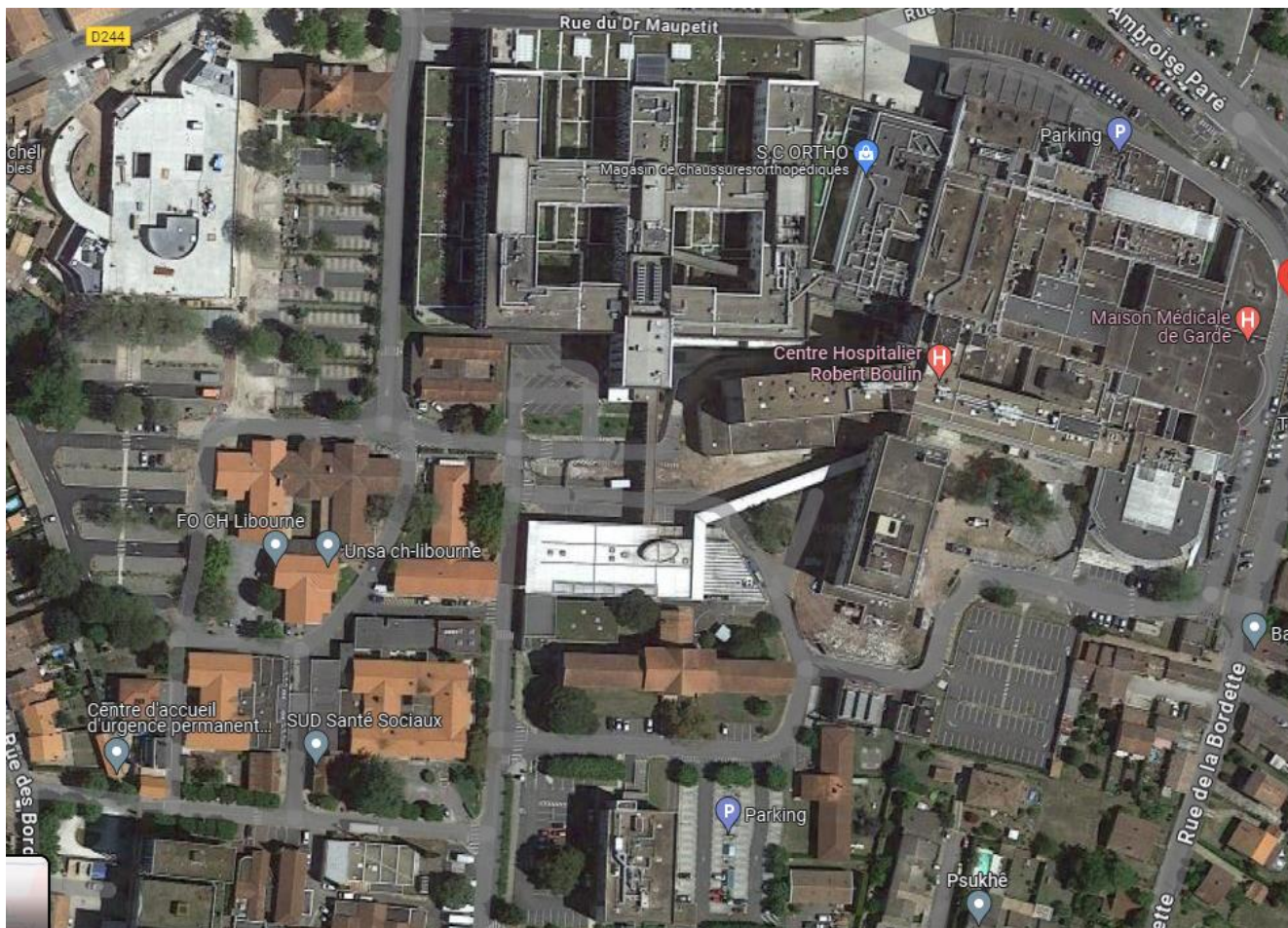
Dans le cadre de la réglementation sur les systèmes de sécurité incendie, le Centre Hospitalier de LIBOURNE et CH de Sainte FOY font appel à des prestataires externes à travers ce cahier des charges. Pour ce faire, les futurs titulaires devront assurer une maintenance partagée avec les Services de Sécurité Incendie du CH de LIBOURNE et les services techniques du CH de Sainte FOY la Grande dans le périmètre défini dans le présent CCTP.

1.2. PRESENTATION GENERALE DU CH DE LIBOURNE

1.2.1 Présentation des sites et bâtiments

L'établissement est composé de 3 sites géographiques principaux :

- L'hôpital Robert. BOULIN – FONDATION Etienne SABATIE, au nord



- L'hôpital de GARDEROSE, au sud



- L'hôpital de Sainte Foy la Grande



- Le site de Saint-Denis de piles Site hospitalier de Saint Denis de Pile comprenant un EHPAD et un FAM en psychiatrie



- Un ensemble de CMP et HDJ de psychiatrie du Nord Gironde situés sur les communes de Saint André de Cubzac, Blaye, Saint Girons d'Aiguevives, Coutras, Pugnac, Libourne, Castillon la Bataille et Sainte FOY la Grande,

1.3 OBJET DU MARCHE

Le présent marché public a pour objet de définir les prestations de maintenance réalisées sur les installations des Systèmes de Sécurité Incendie (SSI), des sites du CH de LIBOURNE et du CH de Sainte Foy la Grande. Prestations qui seront toutes ou en partie partagées avec les Services de Sécurité Incendie du CH de Libourne et les services techniques du CH de Sainte Foy La Grande.

Ces prestations de maintenance permettront notamment :

- de maintenir un bon niveau de fiabilité des équipements
- d'assurer la maintenance et le contrôle des équipements
- d'optimiser la durée de vie des équipements
- de bénéficier des conditions de fonctionnement optimales
- d'assurer la sécurité des biens et des personnes
- de maîtriser les coûts

Pour respecter ces objectifs, le titulaire devra :

- réaliser l'ensemble des prestations dans le respect des exigences du présent CCTP, et mettre en place une organisation permettant de faire face à ses obligations contractuelles.
- assurer une transparence totale dans l'exécution du contrat, entre les différents intervenants potentiels et les Responsables chargés de la Sécurité Incendie des établissements.
- respecter les arrêtés, décrets et normes en vigueur

1.4 PERIMETRE D'INTERVENTION

Les installations et équipement à prendre en compte dans le périmètre du présent CCTP sont celles définies dans les annexes du présent document.

1.5 DEFINITION DU PERIMETRE FONCTIONNEL

Le présent marché public de maintenance SSI s'inscrit dans un périmètre fonctionnel comprenant 8 cibles d'action qui relèvent de la responsabilité du titulaire du marché public ou des Services de sécurité Incendie du CH LIBOURNE et CH de Sainte FOY.

Cible N° 1 : Conduite et consignation : Service Sécurité du CH LIBOURNE et CH de Sainte FOY

Cible N° 2 : Surveillance : Service Sécurité du CH LIBOURNE et CH de Sainte FOY

Cible N° 3 : Maintenance correctif de 1^{er} niveau : Service Sécurité du CH LIBOURNE et CH de Sainte FOY

Cible N° 4 : Maintenance correctif 2^{ème} niveau et supérieur

Cible N° 5 : Contrôle de maintenance préventive

Cible N° 6 : Maintenance préventive et essais fonctionnel

Cible N° 7 : Assistance Technique lors des maintenances préventives et correctives : Titulaire

Cible N° 8 : Travaux d'extension ou de renouvellement d'installation : Prestation hors cadre du marché public

1 : La conduite et la consignation d'exploitation sont de la responsabilité des Services de Sécurité Incendie pour le CH de Libourne et des référents du service technique pour Sainte Foy la Grande , et concernent :

- La gestion de l'information auprès des clients utilisateurs.

- L'organisation et la mise en œuvre des mises en/hors service des points de détection.
- L'organisation des contrôles techniques réglementaires.
- La gestion des essais réglementaires au regard de la législation.
- Le suivi, contrôle et évaluation des prestations réalisées.
- La gestion des demandes d'interventions du prestataire.
- La stratégie fonctionnelle des équipements et installation.
- La gestion et les conditions d'accès et d'intervention du prestataire sur les installations techniques des CH 24h/24h.

2 : la surveillance des installations Les Services de Sécurité Incendie du CH de Libourne et le service technique pour le CH de Sainte Foy la Grande , assurent par des visites périodiques sur le terrain, et les informations recueillies sur les centrales, la surveillance des installations et équipements.

Le constat d'une anomalie se traduira par :

- Une levée de doute
- Une action corrective de 1^{er} niveau telle que défini dans le § 3 ci-dessous.
- L'intervention du Titulaire si celle-ci est demandée par les CH dans des délais impartis en fonction du domaine concerné (anomalie).

3 : La maintenance correctif de 1^{er} niveau y compris en astreinte. : Les Services Incendie du CH de Libourne et le service technique pour le CH de Sainte Foy la Grande assurent 24h/24h 365 jours par an les opérations de maintenance corrective de 1^{er} niveau. Il s'agit exclusivement d'actions simples permettant :

- Isoler toute ou partie d'une zone ou équipement en défaut.
- Acquitter une alarme en réinitialisant le système à partir d'un tableau ou organe de commande
- Réarmer un organe de protection (clapet coupe-feu, trappe de désenfumage etc.)
- Modifier des consignes d'exploitation dans les tolérances précisées par le titulaire.
- Changer des éléments dont l'interchangeabilité est prévue sans réglage et paramétrage. (bris de glace, détecteur défaillant)

Le correctif de 1^{er} niveau permet d'apporter une réponse simple, efficace et rapide à un dysfonctionnement.

4 : La maintenance corrective à partir du 2^{ème} niveau Les prestations de maintenance corrective à partir du niveau 2 seront réalisées par le titulaire et se déclinent en deux types :

- Maintenance corrective : action de maintenance corrective destinée à permettre à un bien d'accomplir provisoirement tout ou partie d'une fonction requise. Cette action est appelée couramment "dépannage". On distingue deux types de dépannage :
 - "dépannage provisoire" : constituée d'actions à caractère provisoire qui doivent être suivie d'actions correctives.
 - "dépannage définitif" Opération qui n'est pas suivie d'une action corrective.
- Maintenance corrective curative : actions de maintenance corrective ayant pour objet de rétablir un bien dans un état spécifié pour lui permettre d'accomplir une fonction requise. Le résultat des actions réalisées doit présenter un caractère permanent. Des modifications et améliorations peuvent être apportées, afin de réduire l'occurrence d'apparition de la défaillance ou d'en limiter l'incidence.

5 : Le contrôle des installations et équipements est à la charge du titulaire des lots de maintenance préventive Dans son rôle de sachant il doit assurer l'ensemble des contrôles nécessaires à prévenir :

- Un dysfonctionnement.
- Une usure anormale d'un composant, d'un équipement.
- Une modification des caractéristiques fonctionnelles d'un équipement.
- Une anomalie dans les chaînages d'automatisme.

Et ainsi garantir une fiabilité et un rendement optimum des équipements et des installations dont il a la charge. Le titulaire doit signaler, sans délai, les incidents constatés ainsi que les incidents prévisibles tels qu'il peut les déceler, en indiquant les conséquences que pourraient entraîner la non intervention et/ou la non réalisation de travaux nécessaires à la prévention des risques identifiés.

Le titulaire doit se doter de l'ensemble des instruments de mesure lui permettant d'assurer les contrôles dynamiques et statiques imposés par les constructeurs.

Le titulaire mettra à profit les essais réglementaires et/ou opérationnels réalisés par les CH pour contrôler le bon comportement des installations en situation réelle de fonctionnement.

Les contrôles minimums sont intégrés dans les gammes de maintenance préventive figurant en annexe du présent document. Le titulaire dans son rôle de sachant se doit de compléter si nécessaire ces contrôles pour les rendre exhaustifs aussi bien dans leurs définitions que dans les fréquences de réalisation.

Des contrôles doivent être effectués par le titulaire pour vérifier et cibler l'origine des anomalies constatées.

6 : La maintenance préventive et essais fonctionnels sont à la charge du prestataire titulaire. Il s'agit d'opérations de maintenance du 1er niveau au 5^{ème} niveau tel que défini dans le §2.1 et qui sont programmées périodiquement sur la base de gammes de maintenance.

Les opérations de maintenance préventive devront être effectuées selon la réglementation en vigueur et les préconisations « constructeurs ». Elles comprendront également les opérations définies dans les gammes de maintenance précisées en annexe du présent document ainsi que les gammes de maintenance imposées par le titulaire dans son rôle de sachant (voir § 2.5.2).

Ces prestations ont pour but d'assurer le maintien en bon état de fonctionnement des installations présentes dans les CH, de réduire les risques de pannes ou de mauvais fonctionnement.

7 : Assistance Technique lors des maintenances préventives et correctives : Les prestations à l'attachement d'assistance technique seront réalisées par le titulaire et se traduisent par :

- La mise à jour de dossier d'identité suite à travaux ou renouvellement d'installation,
- Le paramétrage des systèmes permettant l'intégration de nouveaux équipements liés à des travaux ou renouvellement d'installation.
- L'étude de projet de renouvellement ou travaux d'extension
- Les opérations d'adaptations simples exemple : ajout d'un détecteur, ventouse porte coupe-feu etc.

8 : Les travaux d'extension, de renouvellement d'installation sont hors cadre de ce marché public.

TITRE 2. PRESTATIONS DE MAINTENANCE.

2.1 NIVEAU DE MAINTENANCE CORRECTIVE

Les niveaux de maintenance sont au nombre de cinq et définis comme suit :

1^{er} niveau

Actions simples nécessaires à l'exploitation qui ne nécessitent pas d'outillage et réalisées sur des éléments facilement accessibles en toute sécurité avec d'éventuelles instructions d'utilisation.

2^{ème} niveau

Actions qui nécessitent des procédures simples et/ou des équipements de soutien (intégrés au bien ou extérieurs) d'utilisation ou de mise en œuvre simples.

Ce type d'action de maintenance est effectué par du personnel qualifié

Rappel : Un personnel est qualifié lorsqu'il a reçu une formation lui permettant de travailler en sécurité sur un bien présentant certains risques potentiels, et est reconnu apte pour l'exécution des travaux qui lui sont confiés, compte tenu de ses connaissances et de ses aptitudes.

3^{ème} niveau

Actions qui nécessitent des procédures complexes et/ou des équipements de soutien portatifs, d'utilisation ou de mise en œuvre complexes.

Ce type d'opération de maintenance est effectué par un technicien qualifié, à l'aide des procédures détaillées et des équipements de soutien prévus dans les instructions de maintenance.

4^{ème} niveau

Opérations dont les procédures impliquent la maîtrise d'une technique ou technologie particulière et/ou la mise en œuvre d'équipements de soutien spécialisés.

Ce type d'opération de maintenance est effectué par un technicien ou une équipe spécialisée, avec l'aide de toutes les instructions de maintenance générales ou particulières.

Pour la maintenance du SSI, le titulaire devra apporter la preuve qu'il est en capacité d'assurer ce niveau de maintenance soit par une habilitation « constructeur » de ses techniciens ou directement par le constructeur. Le titulaire devra également s'assurer et prendre toutes les dispositions nécessaires auprès du constructeur afin de respecter les délais et clauses du présent contrat et ne pourra évoquer de retard sous quelconque prétexte.

5^{ème} niveau

Opérations dont les procédures impliquent un savoir-faire, faisant appel à des techniques ou technologies particulières, des processus et/ou des équipements de soutien industriel.

Par définition, il s'agit de maintenance « constructeur », qui est réalisée par le constructeur ou par une société spécialisée, avec des équipements de soutien définis par le constructeur et donc proches de la fabrication.

Pour la maintenance du SSI, le titulaire devra apporter la preuve qu'il est en capacité d'assurer ce niveau de maintenance soit par une habilitation « constructeur » de ses techniciens ou directement par le constructeur. Le titulaire devra également s'assurer et prendre toutes les dispositions nécessaires auprès du constructeur afin de respecter les délais et clauses du présent contrat et ne pourra évoquer de retard sous quelconque prétexte.

Niveaux	CH correctif	Titulaire correctif
1	X	
2		X
3		X
4		X
5		X

2.2 REGLEMENTATION EN VIGUEUR

Le titulaire se référera pour la réalisation du présent marché public aux réglementations, normes et autres documents officiels de référence en vigueur applicables aux prestations objets du marché public, ainsi qu'aux préconisations des constructeurs des matériels concernés, et ce, pendant toute la durée de l'accord cadre.

2.3 SUJETION EN MILIEU HOSPITALIER

Il est rappelé que les prestations se dérouleront en milieu hospitalier, en sites occupés.

Le titulaire doit en conséquence tenir compte et prévoir toutes les dispositions et aménagements nécessaires pour limiter au maximum les nuisances occasionnées lors des interventions (poussières, bruits...) qui viendraient troubler les activités de soins tant vis à vis des patients que du personnel hospitalier.

Le titulaire s'assurera de ne pas gêner la circulation des personnes, des véhicules d'urgence médicale lors de ses interventions sur le terrain (voies pompiers, parkings...).

Les risques généraux dans les établissements de santé sont précisés dans le plan de prévention type. A ce titre, le titulaire devra établir un plan de prévention avant la date de prise en charge du marché public.

2.4 OBLIGATIONS DU TITULAIRE

2.4.1 Personnel d'intervention

Le titulaire dispose de toutes les compétences, moyens humains et matériels nécessaires pour répondre aux obligations de résultat imposées par le présent marché public. Le personnel devra être en nombre suffisant, qualifié, habilité et spécialement formé aux tâches et opérations de maintenance qui lui sont confiées. Pour les interventions sur site nécessitant le démontage des faux plafonds pour accéder aux détecteurs en plénum le prestataire sera dans l'obligation de fournir le personnel en nombre suffisant afin de mener à bien cette mission. Un minimum de deux agents sera imposé sur le terrain en complément du technicien présent au PC sécurité sans surcoût supplémentaire.

Le titulaire transmettra la liste des personnes assurant les prestations de maintenance préventive ou corrective des équipements. En aucun cas, le titulaire ne pourra demander au pouvoir adjudicateur de lui fournir du personnel pour l'exécution des prestations.

Les personnes intervenantes devront être impérativement habilitées pour les tâches qui leur incombent et posséder la compétence pour apprécier les conséquences de ses actions sur le système et son exploitation.

Elles devront être obligatoirement munies d'un badge avec photo délivré par le titulaire du marché public et de leur carnet d'habilitation, qui pourra leur être demandé à tout moment par le personnel du CH de Libourne ou de Sainte Foy La Grande.

Au début du marché public, les personnes intervenantes seront présentées aux responsables de la sécurité incendie et aux personnels du service de sécurité du CH de Libourne et du service technique du CH de Sainte Foy la Grande.

Le titulaire assure le remplacement immédiat du personnel manquant par un personnel de même qualification, qu'elles que soient les circonstances.

Le titulaire désigne un Représentant qui est l'interlocuteur habituel des établissements. Tout changement de Représentant doit être signalé au responsable sécurité du CH Libourne et au service technique du CH de Sainte Foy la Grande.

Le titulaire met à disposition de son personnel tout l'outillage et l'appareillage nécessaires à la bonne exécution du marché public. L'outillage et l'appareillage seront conformes à la réglementation et régulièrement contrôlés et vérifiés. Il met en œuvre également et à ses frais le matériel de levage nécessaire à la bonne réalisation des prestations en toute sécurité en particulier pour les travaux en hauteur : exemple mise en place d'une nacelle pour détecteurs linéaires.

Les moyens de communication du personnel font partie de l'outillage pris en charge par le titulaire. Le titulaire s'assurera que ces dispositifs sont compatibles avec l'équipement du centre hospitalier. Il est rappelé que les réseaux commerciaux de télécommunication ne sont pas autorisés dans les services de soins ou d'examen. Le non-respect de ces consignes soumettra le titulaire à l'application de pénalités définies dans le CCAP du présent marché public.

2.4.2 Conditions d'intervention

Le CH de Libourne et le CH de Sainte Foy la Grande prendront, en concertation avec le titulaire, les mesures nécessaires pour établir des plans de prévention pour notamment prévenir les accidents du travail :

- plans préventifs d'hygiène et de sécurité,
- gestion des extincteurs et des permis feu,
- éclairage des zones d'évolution des personnels,
- contrôle des échelles et des garde-corps fixes,
- respect des règles de circulation et de stationnement.
- etc....
- ou d'une façon générale toutes les règles de bonnes conduites.

Si l'intervention sur les équipements nécessite l'emploi de poste de soudure, l'utilisation de produits ou de procédés susceptibles de dégager des vapeurs toxiques ou des travaux pouvant provoquer des étincelles ou par

point chaud, le titulaire est tenu de demander un permis feu auprès du responsable de la sécurité incendie du site concerné et autres procédures relatives qui serait de nature à perturber l'activité Hospitalière.

Le titulaire prendra toutes les précautions et les dispositifs de protection nécessaires lors de ses interventions.

2.4.3 Mise à disposition des locaux

Le Client ne met pas de locaux à la disposition exclusive du Titulaire.

Toutefois, ce dernier pourra utiliser les locaux mis à disposition de la maintenance incendie du site dans le respect des modalités particulières qui seront définies par voie de consignes.

2.4.4 Remise en place des équipements après intervention

Lorsqu'une intervention nécessite le déplacement ou la dépose d'équipements pour accéder à l'organe en cause (plaques de faux-plafond, grilles, dalles de faux-plancher, mobiliers, etc.), le Titulaire est tenu de remettre en place l'ensemble desdits équipements. En fin d'intervention, les lieux doivent être dans l'état d'origine.

Ces dispositions s'appliquent également entre une intervention en dépannage et une intervention en réparation, si celles-ci n'ont pu être effectuées simultanément.

En aucun cas, les équipements déposés ou déplacés et qui sont visibles à l'œil nu, ne doivent rester même provisoirement en l'état en dehors du temps d'intervention, sauf accord du Client.

2.4.5 Nettoyage des équipements et des locaux

Le Titulaire assure le maintien en parfait état de propreté des ensembles suivants :

- Locaux techniques recevant les installations, objet du présent Marché public, aux divers niveaux du site ;
- Autres locaux, après une intervention d'entretien ou de dépannage, si cette dernière a entraîné des souillures sur les divers revêtements des locaux (murs, sols, plafonds).

Ces dispositions sont prises en vue d'assurer la bonne conservation dans le temps des locaux et du matériel existant. Le Titulaire doit donc la fourniture et l'utilisation de tous les équipements de nettoyage adaptés.

2.4.6 Evacuation des déchets

Le Titulaire doit évacuer immédiatement, après les travaux ou opérations d'entretien, l'ensemble des déchets, gravats, détritiques, emballages, matériels démontés et leur transport aux décharges publiques ou dans les locaux du Client pour les équipements qui pourraient être récupérés à la demande de celui-ci.

Le Client peut autoriser le Titulaire à déposer certains déchets de faible importance dans les conteneurs des locaux poubelles.

La décision en est prise lors des réunions techniques.

Le stockage des déchets en dehors des lieux prévus à cet effet et, en particulier, dans les divers locaux techniques, les couloirs ou les circulations en étage, ou à l'extérieur du site, est interdit.

Le Client pourra faire évacuer par toute entreprise de son choix et ce, à la charge du Titulaire, tout dépôt constaté en lieu interdit.

2.4.7 Utilisation des équipements du Client

Il appartient au Titulaire d'avertir son personnel que l'usage des matériels et équipements que renferment les locaux et bureaux, notamment des appareils téléphoniques et des machines à photocopier lui est strictement interdit, sauf dérogation particulière et formelle du Client.

Les Services de Sécurité Incendie du CH de Libourne et le service technique du CH de Sainte Foy la Grande procéderont par sondage à l'évaluation de l'application des conditions d'intervention par le titulaire. Le non-respect de ces consignes soumettra le titulaire à l'application de pénalités définies dans le CCAP du présent marché public.

2.4.8 Maintien des installations

Le CH de Libourne et le CH de Sainte Foy la Grande confient des prestations de maintenance sur leurs installations à un professionnel réputé compétent, dans le cadre d'un accord cadre avec garantie de moyens, afin d'obtenir les performances durables dans les points ci-dessous :

Au titre de la maintenance préventive :

- Les opérations de maintenance préventive devront être établies dans un calendrier présenté par le prestataire un mois avant toute intervention, sauf disposition particulière liée à la continuité de service. Les délais de réalisation seront définis entre le titulaire et les responsables de Sécurité Incendie pour le CH de Libourne et le service technique du CH de Sainte Foy la Grande.

Au titre de la maintenance corrective :

Rappel de la maintenance corrective :

Maintenance corrective : action de maintenance corrective destinée à permettre à un bien d'accomplir provisoirement tout ou partie d'une fonction requise. Cette action est appelée couramment "dépannage". On distingue deux types de dépannage :

- "dépannage provisoire" : constituée d'actions à caractère provisoire qui doivent être suivies d'actions correctives.
- "dépannage définitif" : Opération qui n'est pas suivie d'une action corrective.
- Maintenance corrective curative : actions de maintenance corrective ayant pour objet de rétablir un bien dans un état spécifié pour lui permettre d'accomplir une fonction requise. Le résultat des actions réalisées doit présenter un caractère permanent. Des modifications et améliorations peuvent être apportées, afin de réduire l'occurrence d'apparition de la défaillance ou d'en limiter l'incidence.
- **Le dépannage définitif** est à la charge du titulaire dans les limites fixées des § 2.6.1 et § 2.6.2
- **Le dépannage Provisoire** et la mise en fonctionnement en mode dégradé de l'installation ainsi que le dépannage définitif qui en suit sont à la charge du titulaire dans les limites fixées des § 2.6.1 et § 2.6.2.
- Les interventions et dépannages faisant suite à des éléments et causes extérieures exemple : orage, inondation, dégradation ne feront pas parti de la maintenance corrective et seront à la charge du CH de Libourne et du CH de Sainte Foy la Grande. Pour cela le titulaire fournira dans le mois qui suit sa première visite de maintenance un catalogue de prix de pièces détachées relatif à l'ensemble des installations dont il a la charge.
- L'obligation minimale d'une opération de maintenance corrective palliative (dépannage) sur une installation est la mise en fonctionnement en mode dégradé de la dite installation.

- Dès lors que la commande pour une intervention corrective est portée à la connaissance du titulaire, le délai de remise en fonctionnement d'un équipement en mode dégradé ne peut dépasser 2 jours ouvrés.
- Le niveau de qualification du personnel d'astreinte sera adéquatement compétent et expérimenté par rapport au problème rencontré. Avec possibilité de mobilisation de personnel supplémentaire compétent en cas de nécessité.

Au titre des obligations générales pour tous les types de maintenance (préventive et corrective) :

- Les fonctions des automatismes devront rester opérationnelles à **100%** : le titulaire est responsable du maintien opérationnel de tous les éléments actifs d'automatismes identifiés dans le périmètre du présent marché public ; de la capture d'information, à l'actionneur (moteur, clapet etc ...). Il devra procéder aux contrôles des scénarios (chainages) existants. Il doit être également en mesure de recharger le programme résident d'un automate. Le CH de Libourne et le CH de Sainte Foy la Grande tiendront à sa disposition les fichiers ressources.
- Les prestations sous traitées qui requièrent des compétences, certifications et habilitations pour leur réalisation seront effectuées par des prestataires présentant ses compétences, certifications et habilitations. Le titulaire ne pouvant couvrir l'absence de certifications et titres d'habilitation du sous-traitant par les siennes.
- Les déclarations de sous-traitance seront à faire auprès du CH Libourne et du CH de Sainte Foy la Grande
- La traçabilité des prestations.

- Indicateur performance

Le titulaire proposera une batterie d'indicateurs de maintenance dont il a expérience. Ces indicateurs auront pour objectif de jauger la pertinence et l'efficacité de la politique de maintenance menée par ce dernier.

Ils seront présentés et analysés lors des réunions avec les CH.

Ces indicateurs doivent inscrire la maintenance des installations techniques des CH dans une démarche d'amélioration continue.

La collecte des données nécessaires à mesurer ces indicateurs se fera par le biais d'outils présentés par le prestataire et soumis à validation des CH.

- Gestion du mode dégradé :

Le mode dégradé se définit comme le fonctionnement des installations de manière partielle ou ralentie suite à un dysfonctionnement. Une organisation particulière est à mettre en place pour poursuivre l'exploitation tout en attendant l'opération de maintenance corrective nécessaire à la remise en route normale.

Le fonctionnement en mode dégradé d'une installation sera effectué par le titulaire.

Le fonctionnement en mode dégradé constitue l'obligation minimale du titulaire, requise pour assurer la continuité du service public hospitalier.

2.5 DOCUMENTS ET OUTIL DE SUIVI

2.5.1 Renseignement sur les outils du CH de Libourne et CH de Sainte Foy la Grande

Un outil de Gestion de type fichier informatisé sera proposé par le titulaire. Ce fichier devra être renseigné par le titulaire après chaque opération de maintenance préventive ou corrective et ce à l'issue de l'intervention

Particularité des lots : chaque titulaire s'engage, dans un délai de deux mois à la suite de sa première visite de maintenance, à fournir aux Centres Hospitaliers un état des lieux exhaustif de l'ensemble des éléments constitutifs à son propre lot. (DAS, clapets, portes coupe-feu, volets, exutoires, ouvrants, coffrets de relayage.....)

Cet état des lieux quantitatif et qualitatif sera détaillé par bâtiment et par site.

Pour les SSI un tableau de corrélation à jour sera également fourni par bâtiment et par SSI.

La trame du document devra être présentée au Chef du service sécurité pour le CH Libourne et au responsable technique pour le CH de Sainte Foy la Grande pour validation un mois avant la visite.

Les demandes d'interventions qui s'inscrivent dans la durée du fait des phases d'instruction, d'approvisionnement de fourniture etc. seront renseignées à chaque phase.

Les rapports d'intervention seront rédigés en langue française et les abréviations (exemple : OK, RAS, etc.) ne sont pas admises.

Dans ce cadre, au titre des demandes des commissions de sécurité les registres et rapports devront comporter la mention « installations en bon état de fonctionnement ».

Des pénalités peuvent être appliquées au titulaire si les clauses du présent paragraphe ne sont pas respectées, conformément au CCAP.

2.5.2 Gammes de maintenance préventive.

Les gammes de maintenance présentées en annexe du présent document représentent le minimum imposé au titulaire de la maintenance préventive.

Le candidat dans son rôle de sachant se doit de compléter s'il le juge nécessaire ces gammes de maintenance pour les rendre exhaustives aussi bien dans leurs définitions, leurs fréquences et temps de réalisation.

Ces gammes de maintenance préventive complémentaires auront valeur contractuelle et seront soumises à réalisation dans le cadre du forfait.

En cas de dysfonctionnement ou litige consécutifs au manque d'exécution d'une gamme de maintenance préventive non ciblée par le titulaire, celui-ci ne pourra invoquer l'ignorer et supportera à sa charge les préjudices du dysfonctionnement ou litige.

Le non-respect de ces gammes de maintenance soumettra le titulaire à l'application de pénalités définies dans le CCAP du présent marché public.

2.5.3 Gestion des demandes d'intervention en maintenance préventive et corrective.

Les demandes d'intervention sont générées par le Service de Sécurité Incendie du CH de Libourne et le service technique du CH de Sainte Foy la Grande.

- Les demandes de maintenance préventive seront planifiées en concertation avec le titulaire en fonction de la périodicité des gammes opératoires dans le mois qui suit la notification du marché public.
- Les demandes de maintenance corrective seront générées dès nécessité du besoin.

2.5.4 Réunions de suivi de contrat

La fréquence des réunions sera fonction des lots :

Lot :	Fréquence :
Lots 3, 4 et 10: Maintenance des systèmes de sécurité incendie, de marque DEF – Libourne et Sainte Foy la Grande	Semestrielle
Lots 5, 6 et 11: Maintenance des systèmes de sécurité incendie, de marque CHUBB – Libourne et Sainte Foy la Grande	Annuelle
Lots 7 et 8 : Maintenance des systèmes de sécurité incendie, de marque SIEMENS - Libourne	Annuelle
Lot 9 : Maintenance des systèmes de sécurité incendie, de diverses marques- Libourne	Annuelle

Sur la base de la fréquence par lot ci-dessus, une réunion sera organisée par le titulaire de chaque lot. Le titulaire devra avoir remis au moins 15 jours avant la réunion, au format PDF et WORD un compte rendu faisant le bilan de l'état des installations, des opérations de maintenances préventives et correctives.

Le titulaire précisera notamment le :

- Le planning de maintenance préventive et son état d'avancement,
- L'analyse des interventions de maintenance corrective,
- Des solutions d'amélioration de l'organisation du travail, de la qualité de la prestation...
- Et toute autre proposition à son initiative

Le titulaire devra également proposer des pistes de réflexion sur les actions à mener ou les travaux/préconisations techniques d'amélioration à réaliser.

Ces réunions feront l'objet d'un compte-rendu établi par le titulaire de chaque lot et cosigné par les deux parties.

2.5.5 Registre de sécurité

Chaque opération de maintenance devra être consignée par le titulaire dans le registre de sécurité dès la fin d'exécution de l'intervention.

2.5.6 Etablissement d'un rapport de visite pour tous les types de maintenances correctives et préventives

Les vérifications périodiques donnent lieu à un rapport de visite classé dans le registre de sécurité. Ces rapports seront établis par site, par bâtiment et par type d'installation sous 15 jours à la suite de la visite de chaque bâtiment.

Ces rapports mentionneront :

Les examens, inspections, essais et contrôles effectués

Les dates de réalisation des essais

Les observations relevées, le suivi de ces observations

Les opérations de maintenance correctives effectuées

Les travaux de remise en conformité jugés nécessaires (modifications – extensions)

La nomenclature à jour des matériels existants :

La nomenclature à jour s'établira par SDI et CMSI (avec la date d'installation), ainsi que le quantitatif global par bâtiment, par site et pour l'ensemble des CH pour les DI, DAS, par type de DAS, équipement d'alarme. Les dates de reconditionnement des DI apparaîtront.

La trame de ce document sera validée avec le service sécurité du CH de Libourne et le service technique du CH Sainte Foy la Grande.

Pour chaque installation vérifiée, en plus de son rapport le titulaire transmettra aux CH un exemplaire des fiches gammes de maintenance dûment remplies par le technicien ayant réalisé la maintenance.

Une rencontre de coordination entre le titulaire et le responsable des installations sera effectuée par site lors de la remise du rapport de visite afin de planifier les suites à donner aux observations relevées.

Contrôle réglementaire triennal par organisme de contrôle

Les CH mandateront un bureau de contrôle pour la réalisation des contrôles triennaux des installations du SSI et de désenfumage. Ces contrôles seront coordonnés aux gammes de maintenance préventive exécutées par le titulaire du présent marché public. Le titulaire devra dans le cadre du forfait assisté le contrôleur technique durant toute la durée des contrôles.

Le titulaire devra lever, sans délai, les réserves classifiées « urgentes » par l'organisme agréé. La réserve est à prendre en compte dès que le signalement est effectué par l'organisme agréé durant la visite.

Le titulaire devra lever, avec un délai de 15 jours ouvrables, les autres réserves signalées par l'organisme agréé. La réserve est à prendre en compte dès que le signalement est effectué par l'organisme agréé durant la visite.

Le non-respect d'un élément au chapitre présent soumettra le titulaire à l'application de pénalités définies dans le CCAP du présent marché public.

2.6 PIECES DETACHEES ET CONSOMMABLES

2.6.1 Consommables

Le titulaire prend à sa charge les produits et ingrédients, les petits matériels (voyants, relais, capteurs, gaz test, contacts, fusibles, contacteurs, visserie et petite boulonnerie, etc.), les outillages et appareils de contrôle nécessaires à l'exécution des prestations.

Les consommables répondront aux normes en vigueur, ils seront d'origine constructeur ou de qualité supérieure.

2.6.2 Pièces détachées

Les pièces détachées mises en place par le titulaire du marché public, seront de nature et caractéristiques homologuées par le constructeur de l'équipement concerné et conformes au rapport d'associativité matériels, elles seront garanties au minimum un an. Dans ce cadre, le titulaire du marché public s'engage à remplacer gratuitement toutes fournitures défectueuses pendant la période de garantie.

Le titulaire prendra les dispositions qui s'imposent auprès de ses fournisseurs pour qu'il puisse être approvisionné en pièces détachées dans des délais compatibles avec les délais d'exécution des prestations.

Le titulaire prend à sa charge le coût des pièces détachées dans le cadre du forfait pour :

- **La maintenance préventive exemple : batteries, piles, etc.**
- **La maintenance corrective (dépannages définitifs et provisoires) dans ce cadre le titulaire du marché public devra constituer, et entretenir à ses frais, le stock de pièces de rechange (DI, DM, vitres, cartes MEA, ventouses, écrans et UC, AGS, liste non exhaustive) lui permettant de dépanner sans délai les différents appareils. Il ne pourra invoquer les délais de fabrication ou de livraison pour justifier de l'immobilisation des appareils, sauf lorsque les éléments à remplacer sont d'une importance telle qu'ils ne peuvent être raisonnablement tenus en stock.**

2.7 CONSIGNATION

Les autorisations d'accès du titulaire aux locaux et les autorisations d'intervention sur les installations techniques seront soumises à validation des Services de Sécurité Incendie du CH et du service technique du CH Sainte FOY et consigné sur une main courante.

Cette démarche permet aux CH de s'assurer :

- De la nature des prestations à réaliser,
- De l'impact des prestations sur l'activité hospitalière,
- Que toutes les dispositions de sécurité, de réglementation, de consignation et d'information, sont et seront prises en compte et appliquées par le titulaire et les Services de Sécurité Incendie,
- Que les techniciens du titulaire interviennent dans les meilleures conditions de travail,
- Que les utilisateurs finaux sont informés des actes techniques qui peuvent influencer sur leur activité.

Pour ce faire le titulaire présentera aux Services de Sécurité Incendie :

- Son plan d'action de maintenance mensuel 1 mois avant la réalisation effective de celui-ci.
- Pour les demandes d'intervention corrective (curative) cette démarche s'effectuera au fil de l'eau.

TITRE 3. EXECUTION DES PRESTATIONS DE MAINTENANCE.

Le titulaire s'engage à couvrir l'ensemble des prestations dans les conditions ci-avant et ci-après définies, nécessaires pour maintenir les installations techniques décrites dans les annexes du présent document, en état de fonctionnement .

Le titulaire aura la parfaite connaissance de la technique propre aux constructeurs des installations objets des présentes prestations. Les opérations de maintenance réalisées par le titulaire sur des équipements sous garantie constructeur ne doivent en aucun cas porter préjudice à la dite garantie.

Le titulaire fournira aux techniciens du CH de Libourne et du CH de Sainte Foy la Grande assurant le suivi du contrat, tous les éléments nécessaires concernant la mise en route et l'arrêt desdites installations.

3.1 MODALITES D'EXECUTION

3.1.1 Modalités d'exécution de la maintenance préventive

Planning prévisionnel annuel

Dans le mois qui suit la date de notification du marché public, le titulaire fera parvenir pour validation au responsable de Sécurité Incendie du CH de Libourne et au responsable du service technique du CH de Sainte Foy la Grande, les plannings prévisionnels pour chaque lot concerné par des opérations de maintenance préventive des installations techniques.

Ce planning annuel devra être réalisé en tenant compte de la fréquence de chaque gamme de maintenance, des moyens humains nécessaires, de leur durée de réalisation. Les maintenances préventives semestrielles et annuelles ne dépasseront pas le délai de 16 semaines sous peine de pénalités.

Les CH pourront modifier le planning autant que nécessaire, en fonction des contraintes des services de soins et de la continuité des soins.

Les prestations de maintenance préventive qui nécessiteraient un arrêt prolongé des équipements seront exécutées aux dates convenues entre les CH de Libourne et de Sainte Foy la Grande et le titulaire lors des réunions.

Les opérations de maintenance préventive n'affectant pas l'activité hospitalière s'effectueront du lundi au vendredi entre 8h et 18h. Il sera demandé au titulaire pour les opérations de maintenance qui impactent l'activité hospitalière de réaliser ces opérations de maintenance aux heures et jours les moins préjudiciables pour l'activité hospitalière, heures de nuit et week-end compris. Ces modifications ne feront pas l'objet d'un supplément de facturation.

Si l'opération de maintenance préventive ne peut rester transparente pour les utilisateurs, le prestataire titulaire doit informer au minimum 4 semaines avant les Services de Sécurité incendie du CH de Libourne et le service technique du CH de Sainte Foy la Grande ceux-ci assurant l'information auprès des services de soins.

Lors de la réalisation de ces essais, Il devra aussi se conformer aux modes opératoires et dispositions arrêtées par les CH, figurant en annexes.

Des pénalités peuvent être appliquées au titulaire si la périodicité des maintenances n'est pas respectée, conformément au CCAP.

Périmètre de la maintenance préventive

Le titulaire prend à sa charge la maintenance préventive et assure la veille de celle-ci.

Délai d'intervention

L'opération de maintenance préventive impactant l'approvisionnement de consommables, et/ou faisant appel à l'intervention d'un constructeur devra être anticipée par le titulaire de sorte à respecter les conditions et délai d'exécution.

Si le titulaire intervient en dehors de ces délais, des pénalités lui seront appliquées conformément au CCAP.

3.1.2. Modalités d'exécution de la maintenance corrective (dépannage)

Le prestataire titulaire doit être en capacité humaine, technique, matérielle et logistique d'assurer afin d'assurer les prestations décrites dans le présent marché public.

Périmètre de la maintenance corrective (dépannage)

Le titulaire assure toutes les interventions (dépannage) des installations et équipements qui lui sont confié dans les plages horaires ci-dessous.

Lot :	Intervention
Lots 3, 4 et 10 : Maintenance préventive et corrective des systèmes de sécurité incendie, de marque DEF – Libourne et Sainte Foy la Grande	Jours et heures ouvrés du lundi au vendredi de 8h à 18h et assistance téléphonique 365 jours par an, 24h/24
Lots 7 et 8 : Maintenance préventive et corrective des systèmes de sécurité incendie, de marque SIEMENS - Libourne	Jours et heures ouvrés du lundi au vendredi de 8h à 18h et assistance téléphonique 365 jours par an, 24h/24
Lots 5, 6 et 11 : Maintenance préventive et corrective des systèmes de sécurité incendie, de marque CHUBB – Libourne et Sainte Foy la Grande	Jours et heures ouvrés du lundi au vendredi de 8h à 18h et assistance téléphonique 365 jours par an, 24h/24
Lot 9 : Maintenances préventives et correctives des systèmes de sécurité incendie de diverses marques - Libourne	Jours et heures ouvrés du lundi au vendredi de 8h à 18h

Assistance téléphonique définition :

Le titulaire s'engage sur appel du CH Libourne ou Sainte Foy la Grande en dehors des heures d'intervention ou en attendant l'arrivée du technicien à fournir l'ensemble des informations suivantes :

Poser un premier diagnostic suite à l'échange avec le personnel des CH.

Guider le personnel pour éventuellement interroger les données des centrales afin d'affiner le diagnostic.

Définir l'état des installations en fonction des informations fournies par les CH.

Guider le personnel sur les éventuelles actions à mener (dans la limite du niveau 1 de maintenance)

En fonction du résultat des actions menées ci-dessus, si le souci persiste définir précisément les fonctions maintenues et les fonctions dégradées voir inutilisables.

Proposer en fonction les mesures compensatoires à adopter

Le non-respect de clauses relatives à l'assistance téléphonique soumettra le titulaire à l'application de pénalités définies dans le CCAP du présent marché public.

Rapport d'intervention.

A chaque dépannage définitif, il sera remis au représentant des Services de Sécurité Incendie pour le CH de Libourne et au responsable du service technique du CH de Sainte Foy la Grande un rapport d'intervention cosigné par le technicien du titulaire et le représentant des CH. Il devra figurer sur ce rapport d'intervention:

- Le numéro de la demande d'intervention,
- le nom de l'intervenant,
- l'heure d'arrivée du technicien sur site,
- l'heure de départ du technicien du site,
- la durée de l'intervention,
- Le descriptif voire référence de la pièce détachée remplacée.

Le titulaire proposera dans son mémoire technique le modèle de rapport d'intervention qu'il compte utiliser.

Délai d'intervention

Le titulaire s'engage à intervenir, à compter de l'appel du Services de Sécurité Incendie du CH de Libourne ou du service technique du CH de Sainte Foy la Grande dans les délais maximums définis dans le tableau ci-dessous :

Lot :	Intervention
Lots 3, 4 et 10 : Maintenance préventive et corrective des systèmes de sécurité incendie, de marque DEF – Libourne et Sainte Foy la Grande	Intervention Jours et heures ouvrés du lundi au vendredi de 8h à 18h sous 2h en situation critique* ou autre cas 4h
Lots 7 et 8 : Maintenance préventive et corrective des systèmes de sécurité incendie, de marque SIEMENS - Libourne	Intervention Jours et heures ouvrés du lundi au vendredi de 8h à 18h sous 2h en situation critique* ou autre cas 4h
Lots 5, 6 et 11 : Maintenance préventive et corrective des systèmes de sécurité incendie, de marque CHUBB – Libourne et Sainte Foy la Grande	Intervention Jours et heures ouvrés du lundi au vendredi de 8h à 18h sous 2h en situation critique* ou autre cas 4h
Lot 9 : Maintenances préventives et correctives des systèmes de sécurité incendie de diverses marques - Libourne	Intervention Jours et heures ouvrés du lundi au vendredi de 8h à 18h sous 2h en situation critique* ou autre cas 4h

*** Situation critique : dysfonctionnement technique majeur qui engage la qualité et la sécurité de l'activité hospitalière dans son environnement direct.**

Exemple : perte partielle ou totale, perte réseau de communication, dysfonctionnement baie SDI /CMSI sauvegarde et UAE.

Les Services de Sécurité Incendie du CH de Libourne et les services techniques du CH de Sainte Foy a Grande sont seuls compétents à définir une situation critique d'une demande d'intervention. Le titulaire ne peut en aucun cas remettre en question cette perception.

Le délai d'intervention correspond au temps qui s'écoule entre l'appel informant le titulaire d'un défaut de fonctionnement jusqu'au début de son intervention.

Le titulaire ou son centre d'appel devra accuser réception de l'appel par mail dans les 5 minutes qui suivent l'appel et précisant :

- L'heure de l'appel
- Le nom de l'appelant
- La cause de l'appel
- Le n° d'enregistrement de la demande.
- Niveau de criticité.

Le titulaire devra mettre en place les outils permettant d'assurer :

- la prise en compte immédiate de son appel ; contact de son centre d'appel ainsi qu'une procédure dégradée en cas de défaillance de ce dernier.
- la confirmation de la prise en compte de son appel.

Si le titulaire intervient en dehors de ce délai, des pénalités lui seront appliquées conformément au CCAP du présent contrat.

Délai de rétablissement

Dès lors qu'une commande pour une intervention est portée à la connaissance du titulaire, le délai de remise en fonctionnement normal d'un équipement mis en mode dégradé ne peut dépasser :

- 2 jours calendaires pour l'ensemble des lots.

Lorsque le titulaire prévoit que le délai réel de rétablissement du service va dépasser la durée prévue au marché public, il en informe le CH dans les plus brefs délais et met en place, en concertation avec le CH les moyens nécessaires à mettre en œuvre pour pallier cette carence. En tout état de cause, le rétablissement du fonctionnement normal de l'installation technique devra intervenir dans un délai supplémentaire motivé par le titulaire et accordé par le CH.

Si le titulaire intervient en dehors de ce délai, des pénalités lui seront appliquées conformément au CCAP.

3.1.3. Modalités d'exécution de l'assistance Technique

Périmètre de l'assistance Technique

Le Titulaire doit assurer l'ensemble des prestations d'assistance technique demandées par les Services de Sécurité Incendie du CH de Libourne et les services techniques du CH de Sainte Foy la Grande, pour l'ensemble des installations techniques du lot concerné.

Délai d'intervention

Pour l'assistance technique sur la mise à jour de dossier d'identité, registre de sécurité et de paramétrage des systèmes permettant l'intégration des nouveaux équipements liés à des travaux ou renouvellement d'installation. Le délai d'intervention est précisé par les CH au titulaire au minimum 2 semaines avant la date de réalisation.

Pour l'assistance technique sur l'étude et proposition de projet détaillé et estimé financièrement pour les travaux de renouvellement d'installation le délai de réalisation est fonction de l'importance de l'étude. Ce délai est négocié

entre le chef de service de sécurité incendie du CH de Libourne ou le responsable technique du CH de Sainte Foy la Grande et le Titulaire.

Pour l'assistance technique sur les opérations d'adaptations simples le délai fera l'objet d'une concertation le chef de service de sécurité du CH de Libourne ou le responsable technique du CH de Sainte Foy la Grande et le Titulaire.

Pour l'assistance technique sur la fourniture d'équipement le délai de livraison est de 15 jours ouvrables.

3.2 SPECIFICITE DE LA MAINTENANCE PREVENTIVE

3.2.1. Dispositions particulières

Le titulaire doit respecter les mesures d'hygiène définies par les CH ainsi que les dispositions ci-dessous.

ORGANES EN FONCTION SUR ALARME FEU	IMPACTS ET INCIDENCES	DISPOSITIONS PREVENTIVES A METTRE EN ŒUVRE PAR LE TITULAIRE	DISPOSITIONS PARTICULIERES (aux zones sensibles)
PORTE COUPE FEU	Dès leur sollicitation les portes des couloirs se ferment ce qui occasionne parfois pour le public un sentiment de désorientation	Avant tout essai incendie, il sera procédé à un essai manuel pour vérifier le fonctionnement mécanique des portes asservies, et à une notification de leur état. Les portes de recoupement des circulations seront ensuite calées ouvertes. Présence permanente sur place d'au moins un agent du titulaire.	Disposition identique sur l'ensemble des services du CH
ARRET CTA / CLAPET COUPE FEU	Fermeture des clapets coupe-feu et arrêt des centrales traitement d'air qui a pour effet de ne plus assurer le maintien en surpression, et le renouvellement d'air nécessaire. Phénomène de relargage possible lors des redémarrage des climatisations.	(Organisation des essais avec les services techniques climatisation) Mise à disposition, par le titulaire de moyens matériel et humain pour procéder à un réarmement rapide CCF après intervention. Dépose et repose faux plafond, si nécessaire pour accès aux CCF et autres organes de sécurité.	Co activité avec les services génie climatique pour jumeler les opérations de maintenance des deux entités afin de limiter l'impact sur les services de soins.
ALARMES SONORES	Retentissement des signaux d'alarme pendant 5 minutes	Renforcement des équipes afin de s'assurer sur tous les niveaux y compris technique du bon fonctionnement général de tous les organes dans le délai des cinq minutes imparties	adaptation à l'activité avec des variables d'ajustement ex: écoles, dépositaire
DEVEROUILLAGE ISSUE DE SECOURS + DEVEROUILLAGE PORTES	le maintien des portes automatiques ouvertes génèrent parfois en fonction de la date des essais, des différences de température. Le déverrouillage des issues doivent faire l'objet	respect des prises de rendez-vous effectuées par le CH. Mise en place d'un supplément d'effectif sur la première alarme pour vérification des issues puis neutralisation de la fonction	Attention particulière dans les secteurs de psy, Alzheimer

Signalisation d'alarme feu par sollicitation :

Pour les détecteurs de fumée par aspiration (anciennement détecteurs multiponctuels de fumée), effectuer cet essai pour chaque tubulure, au minimum à l'orifice de prélèvement le plus éloigné (en fonction de leur accessibilité), (à défaut réalisation d'un Foyer-Type de Site (F.T.S.) tel que défini dans NF S 61-970 et remise de la fiche de test). Pour chaque essai, constater l'exactitude des libellés et de leur affectation à la Z.D. prévue dans le plan des Z.D.

La sollicitation doit être «locale» sur le point considéré, elle peut être effectuée à l'aide d'un générateur produisant un phénomène physique adapté : aérosols calibrés (produits sans influence nocive sur l'environnement), fumée, chaleur, flammes, etc.

de tous les détecteurs ponctuels (par des moyens de test permettant la validation complète de la chaîne : de l'orifice d'accès des fumées jusqu'à l'E.C.S),					X				
de chaque interface d'entrée sortie (I/O), excepté les Isolateurs de court-circuit et les matériels déportés d'adressage collectifs,					X				
de tous les DAD équipant les CTA, avec renvoi d'info sur SDI					X				
Pour les sites déportés équipés, Tester les renvois vers PC télésurveillance et PC CH via serveur d'alarme CH					X				
de chaque déclencheur manuel par activation de l'élément sensible ou par le moyen de test prévu par le fabricant.					X				

Signalisation de dérangement :

Constat de fonctionnement des signalisations visuelles et sonores de dérangement en créant un défaut

Pour chaque circuit de détection : retrait de la tête de détection de son socle d'un détecteur ponctuel débouchable de chaque circuit de détection incendie (par débouchage du dernier point pour un circuit conventionnel).					X				
Pour chaque détecteur de fumée par aspiration (anciennement détecteur multiponctuel de fumée) - ouverture (raccord union ou équivalent) de chaque tubulure de chaque détecteur de fumée par aspiration, -obturation de chaque tubulure de chaque détecteur de fumée par aspiration, - coupure de l'électro aspirateur.					X				
Pour chaque détecteur linéaire de fumée : - atténuation totale du faisceau de chaque détecteur linéaire de fumée (au niveau récepteur ou du réflecteur si celui-ci existe).					X				
Pour chaque détecteur radio : constat des exigences particulières relatives à l'atténuation pour les systèmes de détection à liaisons radioélectriques (au moins 12 dB de marge de portée) à l'aide du moyen défini par le constructeur du détecteur. Simultanément effectuer le constat de la bonne transmission des informations vers les autres éléments constitutifs du S.D.I.					X				

Essais T.R.E ; TRC

Constat de report des informations d'une alarme feu et d'un dérangement vers les boîtiers de répétition et/ou de report (TR, TRE, TRC), les UAE, un site extérieur (alerte, station de télésurveillance), le cas échéant. Y compris programmation TRC si existante					X				
--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--	--	--	--	---	--	--	--	--

Autres

Vérification de la présence de l'étiquette identifiante sur DI, DM, IA et remise en place si besoin.					X				
Renseigner le registre de sécurité et mettre à jour le dossier d'identité des SSI si besoin.						X		Après chaque série de maintenance	

Observations générales (sécurité, accès, environnement) :

Gamme de maintenance préventive S.M.S.I	SSI	
	n° version	1
	date de révision	21/06/2018
	Gamme n°	2

Site :		Bâtiment :									
Libellé opération	Périodicité						Technicien	Observations - Outillage spécifique - Pièces détachées	Signature et date		
	H	M	T	S	A	autres					
Maintenance préventive du S.M.S.I. (vérification des scénarios) Lors de chaque visite de maintenance préventive, un point différent (D.M., détecteur automatique) doit être sollicité afin de garantir dans le temps que tous les points affectés à un scénario seront sollicités. Pour les S.S.I. de catégorie A comportant plus de deux Z.S., les essais fonctionnels doivent être réalisés en deux visites 2). Pour chaque scénario, lors d'une de ces visites les essais seront effectués en mode manuel depuis l'U.C.M.C., et lors de l'autre visite, en mode automatique à partir du déclenchement d'un des éléments choisi de façon aléatoire dans la Z.D. considérée. Pour les autres S.S.I. de catégorie A les essais fonctionnels doivent être réalisés, pour chaque scénario, en mode automatique à partir du déclenchement d'un des éléments choisi de façon aléatoire dans la Z.D. considérée et en mode manuel depuis l'U.C.M.C. Pour les S.S.I. de catégorie B, pour chaque scénario les essais seront effectués en mode manuel depuis l'U.C.M.C. et à partir d'un déclencheur manuel. Pour les S.S.I. de catégories C, D et E les essais seront effectués, pour chaque scénario, à partir des dispositifs de commandes (D.C.M., D.C.M.R., D.C.S.), Après chaque vérification, remettre en état de veille le système et en position d'attente tous les DAS											
Fonction d'évacuation :											
Contrôle du fonctionnement de la temporisation de la diffusion de l'alarme générale et du temps de fonctionnement.					X	X			En fonction du type de SSI		
Équipements techniques associés aux Z.A.											
contrôle de l'audibilité de l'alarme en tous points de la Z.A					X	X			En fonction du type de SSI		
contrôle de la visibilité de l'alarme visuelle (D.L.) dans les locaux et circulations équipés de ces dispositifs					X	X			En fonction du type de SSI		
contrôle du déverrouillage des dispositifs de verrouillage pour issues de secours. Lorsque les issues sont gérées à partir de l'U.G.C.I.S., effectuer également l'essai fonctionnel de déverrouillage des issues à partir de son U.C.M.C. et en contrôler l'exécution à l'aide de la signalisation des positions de sécurité					X	X			En fonction du type de SSI		
contrôle de la mise en fonctionnement de l'éclairage de sécurité lorsque des textes de référence l'imposent					X	X			En fonction du type de SSI		
contrôle de la mise en fonctionnement des équipements techniques associés aux Z.A. (remise en lumière, arrêt du programme en cours, ...),					X	X			En fonction du type de SSI		
contrôle de la mise en fonctionnement des équipements d'alarme adaptés aux handicapés					X	X			En fonction du type de SSI		
Fonction de compartimentage :											
Contrôle des signalisations des D.A.S. de compartimentage.					X	X			En fonction du type de SSI		
Contrôle du passage en position de sécurité des D.A.S. - soit par contrôle visuel direct pour les D.A.S sans contrôle de position, - soit par contrôle visuel des signalisations des contrôles de position sur le C.M.S.I.					X	X			En fonction du type de SSI		
Contrôle de la commande des équipements techniques associés aux Z.C. (non arrêt ascenseurs, monte-charge,...).					X	X			En fonction du type de SSI		

Fonction de désenfumage :									
Contrôle des signalisations des D.A.S.				X	X			En fonction du type de SSI	
Contrôle du passage en position de sécurité des D.A.S. - soit par contrôle visuel direct pour les D.A.S sans contrôle de position, - soit par contrôle visuel des signalisations des contrôles de position sur le C.M.S.I.				X	X			En fonction du type de SSI	
Contrôle de la commande des équipements techniques associés aux Z.F. (arrêts des C.T.A).				X	X			En fonction du type de SSI	
Fonction d'extinction automatique à gaz :									
Essais de signalisation sur l'U.S. du C.M.S.I. ou sur un T.R.E. dédié des informations suivantes :									
- émission (ordre de commande ou passage de l'agent extincteur),					X			En fonction du type de SSI	
- dérangement général du DECT					X			En fonction du type de SSI	
Autres									
Contrôle des remontées d'information sur les baies de sauvegarde situées dans les PCS				X	X				
Sur défaut d'un DAS, diagnostic à établir						X		Au constat du défaut	
Consignation d'une partie de l'installation avant intervention corrective effectuée par un tiers (exemple : avant changement d'un CCF ou volet dsf, déconnecter le DAS,...) Après remplacement du DAS effectué par un tiers, connexion à rétablir, branchement, test bon fonctionnement						X		A la demande du CH	
Renseigner le registre de sécurité et mettre à jour le dossier d'identité des SSI si besoin.						X		Après chaque série de maintenance	
Observations générales (sécurité, accès, environnement) :									

Gamme de maintenance préventive SMSI – Alarme - Evacuation	SSI	
	n° version	1
	date de révision	21/06/2018
	Gamme n°	3

Site :		Bâtiment :							
Libellé opération	Périodicité						Technicien	Observations - Outillage spécifique - Pièces détachées	Signature et date
	H	M	T	S	A	autres			
Essais fonctionnels de l'élément central du système d'alarme incendie									
Constat du délai correct de la temporisation et de la durée de diffusion minimale de l'alarme					X				
Constat de fonctionnement des signalisations visuelles et sonores de dérangement en créant, par échantillonnage, un défaut pour : -chaque liaison U.G.A -chaque alimentation de l'élément central du système d'alarme incendie					X				
Essais fonctionnels Équipement d'Alarme de type 1 :									
Constat du délai correct de la temporisation et de la durée de diffusion minimale de l'alarme.					X				
Essais fonctionnels Équipement d'Alarme de type 2a :									
Constat du délai correct de la temporisation et de la durée de diffusion minimale de l'alarme.					X				
Essais fonctionnels Équipement d'Alarme de type 2b et 3 :									
Constat de fonctionnement des signalisations visuelles et sonores d'alarme et des dispositifs commandés terminaux associés par ouverture des circuits des DM					X				
Tableau répéteur d'alarme									
Constat du bon fonctionnement du buzzer, des leds, de la bonne remontée d'information sur afficheur digital					X				
Renseigner le registre de sécurité et mettre à jour le dossier d'identité des SSI si besoin.						X		Après chaque série de maintenance	
Observations générales (sécurité, accès, environnement) :									

Gamme de maintenance préventive Alimentation	SSI	
	n° version	1
	date de révision	21/06/2018
	Gamme n°	4

Site :				Bâtiment :						
Libellé opération	Périodicité						Technicien	Observations - Outillage spécifique - Pièces détachées	Signature et date	
	H	M	T	S	A	autres				
Alimentations électriques										
S'assurer de la bonne tension nominale aux bornes de la batterie (en charge).					X					
S'assurer de la bonne tension batterie en début de décharge puis après une heure de décharge (dans le cas d'une batterie 12 V en floating la tension devra être comprise entre 12,5 V et 14 V, pour d'autres types de batterie, réaliser le contrôle au prorata).					X					
Mesurer le courant de décharge et le comparer à la valeur d'origine					X					
Examen des fusibles et des disjoncteurs et contrôle des isollements électriques par rapport à la terre					X					
Examen du serrage des connexions					X					
Visualisation de la remontée des informations de défaut des A.E.S., E.A.E. et E.À.E.S en local au PCS sur les baies et sur l’UAE					X					
Examen visuel de la batterie (gonflement, corrosion, sels grimpants, fuite,...).					X					
les batteries d'accumulateurs doivent être changées par un matériel neuf, au plus tard quatre ans après leur mise en service. Les nouvelles batteries doivent rester conformes aux spécifications du fabricant du produit dans lequel elles sont implantées.						X		4 ans après mise en service de la batterie		
Méthodologie pour essais fonctionnels pour E.C.S.-C.M.S.I.										
Coupure de la source normale-remplacement et constat de l'apparition d'une signalisation visuelle et sonore en local au PCS sur les baies et sur l’UAE					X					
Mesure du courant débité par la source de sécurité et le comparer à sa valeur d'origine. Le contrôle d'autonomie peut être réalisé en sollicitation réelle ou en situation simulée.					X					
Coupure de la source de sécurité et constat de l'apparition des signalisations sonores et visuelles					X					
Rétablissement de la source de sécurité après retour à l'état de veille du système					X					

ANNEXE 2.

GAMME MAINTENANCE N°2 SPECIFIQUE

Gamme de maintenance préventive Centrale d'extinction à gaz inertes	SSI	
	n° version	1
	date de révision	21/06/2018
	Gamme n°	5

Site :	Bâtiment :								
Libellé opération	Périodicité						Technicien	Observations - Outillage spécifique - Pièces détachées	Signature et date
	H	M	T	S	A	autres			
Visite préventive installation extinction					X				
Contrôle de l'état du câblage, des tableaux, des organes de signalisation sonores et visuels, des flexibles de raccordement.					X				
Contrôle de la charge dans les bouteilles.					X				
Essais affiches lumineuse (locaux protégés)					X				
Essais de cycle extinction par secteur ou zone de détection.					X				
Test de l'avertisseur sonore d'évacuation					X				
Contrôle de la temporisation avant la commande d'extinction					X				
Vérification par simulation des commandes d'extinction (manuelles et automatiques) déclencheur pyrotechnique débranchés.					X				
Essai de fonctionnement des dispositifs de signalisation des dérangements					X				
Contrôle de la pression dans les bouteilles					X				
Renseigner le registre de sécurité et mettre à jour le dossier d'identité des SSI si besoin.					X	X		Après chaque série de contrôle	
Observations générales (sécurité, accès, environnement) :									

Gamme de maintenance préventive Unité d'aide à l'exploitation (UAE)	SSI	
	n° version	1
	date de révision	21/06/2018
	Gamme n°	6

Site :	Bâtiment :								
Libellé opération	Périodicité						Technicien	Observations - Outillage spécifique - Pièces détachées	Signature et date
	H	M	T	S	A	autres			
Inspection visuelle du poste recevant état des éléments constitutifs, imprimantes, écrans, claviers					X				
Dépoussiérage, nettoyage des UC					X				
Examen des connexions de tous les éléments constitutifs assurant la communication avec l'U.A.E					X				
Relevé des configurations Matériel et de la version du logiciel					X				
S'ils existent, examen avec l'utilisateur, de l'adéquation des graphiques avec le site					X				
Contrôle de la cohérence des remontées d'information (fonctions, navigation graphique, libellés, fonds de plans...) Si incohérence, y remédier immédiatement				X	X				
Contrôle de l'affichage du défaut de communication sur rupture de la liaison avec chaque équipement (avec accord de l'utilisateur).					X				
Analyse de l'historique pour relever :									
Les alarmes récurrentes					X				
Les dérangements récurrents					X				
Les défauts de communication					X				
Base de donnée - Archivage									
Renseigner le registre de sécurité et mettre à jour le dossier d'identité des SSI si besoin.						X		Après chaque série de maintenance	
Observations générales (sécurité, accès, environnement) :									